

## COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU 08 AVRIL 2015

Date de convocation : 01/04/2015

Nombre de Conseillers :

en exercice : 11

en présence : 10

votants : 10

L'an deux mil quinze, le huit du mois d'avril, à vingt heures trente, les membres composant le Conseil Municipal de Morlincourt se sont réunis au lieu ordinaire de leur séance, sous la présidence de Monsieur Daniel CHARLET, Maire.

Etaient présents : D. CHARLET, P. LEFEBVRE, T. WILLECOCQ, F. LOIFERT, C. CAPELLE  
M. DEGAUCHY, P. FRASQUET, R. LETOMBE, C. FORMONT

Absents : V. LEROY

Procurations : M.A. DUPUIS donne procuration à P. LEFEBVRE

Le secrétariat a été assuré par : C. CAPELLE

Lecture faite de la séance du 09 mars 2015

### **1 – COMPTE ADMINISTRATIF 2014 DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA COMMUNE**

Le Maire présente les Comptes Administratifs 2014 de l'Assainissement et de la Commune.

Le Conseil Municipal vote les Comptes Administratifs 2014 de l'Assainissement et de la Commune qui sont adoptés à l'unanimité.

### **2 – BUDGET 2015 DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA COMMUNE**

Le Maire présente les Budgets 2015 de l'Assainissement et de la Commune.

Le Conseil Municipal vote les Budgets 2015 de l'Assainissement et de la Commune qui sont adoptés à l'unanimité.

### **3– TAUX D'IMPOSITION 2015**

Le Maire propose que les taux d'imposition 2015 restent les mêmes que ceux de 2014 soit :

Taux d'habitation	10,97%
Taxe foncière (bâti)	17,04%
Taxe foncière (non bâti)	46,12%

Le Conseil Municipal vote et adopte à l'unanimité ces taux.

### **4– TRAVAUX DE VOIRIE**

Le Maire propose de faire réaliser des travaux de voirie supplémentaires par l'entreprise GOREZ :

- Trottoir sur le parking de la salle polyvalente pour un montant de 2 722,22€ HT
- Caniveau à double revers à l'intersection des rue du Joncquoy et de la Chambérie pour un montant de 1 579,85€ HT
- Trottoir au n°3 rue du Château (accès handicapé) pour un montant de 1 251,20€ HT

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal adopte ces propositions et autorise le Maire à signer tous les documents se rapportant à ce dossier.

**5- ACHAT D'UN ORDINATEUR**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que l'ordinateur de la mairie arrive au terme de son utilisation et qu'il doit être remplacé pour mieux répondre aux normes de la dématérialisation. Il propose d'y associer l'achat de logiciels de la ligne HORIZ(ON)-line (élections, population, état civil, recensement militaire et formulaires administratifs) pour compléter les logiciels de comptabilité et de paie déjà installés.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la décision de remplacer l'ordinateur de la mairie et d'acheter les Logiciels On Line – Package Liberté 5. Il donne son accord pour le choix de la société ADICO pour l'ordinateur pour un montant de 1 100,73€ HT et de la société JVS pour les logiciels, pour un montant de 1 230,50€ HT

**6- ACHAT D'UNE TONSEUSE POUR MICROTRACTEUR**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la tondeuse du microtracteur est très sollicitée, qu'elle arrive au terme de son utilisation et qu'elle doit être remplacée.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la décision de remplacer la tondeuse du microtracteur. Il donne son accord pour le choix de la société APMC pour un montant de 1 158,00€ HT.

**7- AVIS ENQUETE PUBLIQUE FERTI NRJ**

Monsieur le Maire présente la copie de l'arrêté préfectoral du 26 février 2015 prescrivant l'enquête publique relative à la demande d'autorisation présentée par la société FERTI NRJ en vue de procéder à un deuxième plan d'épandage des digestats issus de son usine de méthanisation de Passel. L'enquête publique aura lieu du 10 avril 2015 au 11 mai 2015.

Le Maire présente la société FERTI NRJ et sa valorisation énergétique et agronomique des déchets. Il informe l'assemblée que la commune est concernée par ce plan épandage car 2ha de terres cultivées doivent recevoir ce digestat.

Après délibération et à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal donne un avis favorable.

**QUESTIONS DIVERSES**

Un conseiller informe le Maire que des travaux en cours ne sont pas conformes au permis de construire déposé en Mairie. Le Maire est chargé d'informer le pétitionnaire de se mettre en conformité.

Le Maire,

Daniel CHARLET

